

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE)

Avenue Colonel Prat
21850 Saint-Apollinaire

Références : 2025-531
Code AIOT : 0005401191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE) implanté Avenue Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour but de contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2025, ainsi que les actions correctives attendues suite à la visite du 17 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KYOCERA AVX COMPONENTS (SAINT-APOLLINAIRE)
- Avenue Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire

- Code AIOT : 0005401191
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AVX France, Groupe KYOCERA, exploite une usine de fabrication de composants électroniques en fonctionnement depuis 1959, située sur la commune de Saint Apollinaire (21). L'arrêté préfectoral d'autorisation encadrant actuellement le site date du 07/02/2003 suite à des modifications importantes apportées au site.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 04/02/2003, article 30.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour et renforcement du réseau de surveillance	AP de Mise en Demeure du 10/02/2025, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Protection de la ressource en eaux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10

février 2025.

L'inspection a également constaté que l'exploitant a réalisé les analyses et planifié les actions nécessaires pour la gestion des cuves inutilisées présentes dans le sous-sol à proximité du bâtiment D4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour et renforcement du réseau de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, SSP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2025
Prescription contrôlée : <p>La société Kyocera AVX Components (Saint-Apollinaire) (Siret 552 064 230 00071)[...] est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...] les dispositions prévues à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2024 en :<ul style="list-style-type: none">◦ communiquant à l'inspection des installations classées l'étude hydrogéologique mise à jour en tenant compte des données historiques, de la géologie locale particulière, du mode de migration des polluants en présence ainsi que des objectifs des différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2024 susvisé ;◦ communiquant les propositions concernant le renforcement du réseau de surveillance des eaux souterraines par l'implantation de nouveaux piézomètres judicieusement positionnés et présentant des profondeurs adaptées pour :<ul style="list-style-type: none">▪ circonscrire l'extension horizontale et verticale de la pollution ;▪ détecter les substances recherchées ;▪ surveiller la qualité des eaux souterraines aux abords des enjeux à protéger (en lien avec l'Interprétation de l'État des Milieux et le Plan de Gestion mentionnés à l'article 5).• [...] les dispositions prévues à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2024 susvisé en implantant les nouveaux piézomètres nécessaires à la surveillance renforcée des eaux souterraines ;• [...] les dispositions prévues à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2024 susvisé en transmettant les analyses des résultats des mesures et ses interprétations vis-vis de la

présence, entre autres, de Tétrachlorométhane, de Dichlorométhane et de 1,2-Dichloroéthane dans les résultats des mesures.

Constats :

- Concernant la transmission des éléments relatifs à la mise à jour de l'étude l'hydrogéologie du site

Le 28 février 2025, l'exploitant a transmis par courriel le rapport RM240134B du 28 février 2025 relatif à la mise à jour de l'étude hydrogéologique.

Cette étude conclut, entre autres, que :

- « *l'écoulement prédominant des eaux souterraines semble se faire en direction du nord-ouest du site.*
- « *Les positions des crépines, ne sont toutefois pas connues pour tous les ouvrages. Il est donc possible que certains ouvrages recoupent plusieurs niveaux d'eau. Ce sens d'écoulement global constitue donc une première approche mais devra être confirmé de façon plus précise lors des prochains prélèvements. »*

Le 29 août 2025, l'exploitant a transmis par courriel le rapport RM240134C-DIAG-Phase1_2025_v1 du 29 août 2025 qui vient compléter les éléments du rapport du 28 février 2025 susmentionné.

En effet, le rapport indique, entre autres, que :

- « *Deux niveaux d'écoulement des eaux souterraines ont alors été identifiés :*
 - *Le premier, en moyenne à +260,31mNGF avec une direction d'écoulement vers le nord-ouest. Une composante en direction du sud-ouest est observée pour ce premier niveau en partie sud du site ;*
 - *Le second (plus profond), a été identifié en moyenne à +254,85 mNGF avec une direction d'écoulement davantage orientée vers l'ouest ; »*
- Concernant la communication des propositions de renforcement du réseau de surveillance des eaux souterraines

Le rapport du RM240134B du 28 février 2025 proposait l'installation de 10 nouveaux ouvrages sur le site KYOCERA AVX et hors site. L'inspection a informé l'exploitant par courriel du 5 mars 2025 que l'implantation de la localisation piézomètres proposée n'appelait pas d'observation.

Le rapport RM240134C-DIAG-Phase1_2025_v1 du 29 août 2025 a conclu, entre autres, qu'il est nécessaire qu' « *une deuxième phase de travaux d'investigation comprenant [notamment] l'installation de piézomètres complémentaires afin de poursuivre l'évaluation des concentrations en COHV dans les eaux souterraines »*

Par courriel du 10 septembre 2025, l'exploitant a transmis une proposition d'implantation de 7 nouveaux piézomètres. Lors de la visioconférence du 11 septembre 2025, avec l'exploitant,

l'inspection a indiqué que l'implantation des 7 nouveaux piézomètres proposée n'appelait pas d'observation. Cependant au vu des éléments présents dans le rapport du 29 août 2025, l'inspection a indiqué que l'implantation d'un huitième piézomètre à l'ouest des piézomètres PzA-1 et PzA-2 serait judicieuse.

L'exploitant a confirmé par courriel du 28 septembre 2025 d'intégrer l'implantation d'un huitième piézomètre dans le cadre des investigations.

- Concernant l'implantation des nouveaux piézomètres

Le rapport RM240134C-DIAG-Phase1_2025_v1 du 29 août 2025 transmis le 29 août 2025, reprend l'ensemble des opérations réalisées dans le cadre de l'implantation des piézomètres proposée par l'exploitant dans le rapport RM240134B du 28 février 2025 et justifie l'implantation des piézomètres Pz1-4, Pz2-5, Pz3-0, PzA-1, PzA-2, PzB-1, PzC-3, PzD-1, PzE-2, PzF-0.

Il conclut également à la nécessité de réaliser de nouveaux piézomètres.

La visite d'inspection du 3 décembre 2025 a permis de constater que l'exploitant avait réalisé les opérations pour l'implantation des 8 piézomètres supplémentaires, tels que présentés dans le courriel du 28 septembre 2025.

L'inspection a constaté par sondage la réalisation des piézomètres Pz4-2, PzF-2, PzG-1, PzH-1, PzI-1, PzJ-1, PzK-2, PzL-2.

La visite a également permis à l'inspection de constater que l'exploitant avait fait implanter 2 piézomètres supplémentaires : le PzB-3 et le PzM-2.

- Concernant l'actualisation de l'interprétation de l'état des milieux

Par courriel du 10 mars 2025 l'exploitant a transmis :

- le rapport RM240134B-IEM-2-RÉS-OCT24_V1 du 10 mars 2025
- le rapport RM240134B-IEM-3-RÉS-JANV25_V1b du 10 mars 2025

Les deux rapports prennent en compte l'ensemble des résultats des mesures disponibles au moment de leurs élaborations dont notamment les enjeux relatifs à la présence de Tétrachlorométhane, de Dichlorométhane et de 1,2-Dichloroéthane.

Par courriel du 30 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport n°RM240134D-IEM-4-RÉS-ÉTÉ25_V1 daté du 30 septembre 2025. Celui-ci vient actualiser les interprétations de l'état des milieux déjà communiquées en prenant en compte les résultats des investigations réalisées en juillet 2025.

Au vu des éléments ci-dessus et des connaissances actuellement disponibles, l'inspection

constate que <u>l'exploitant a déféré à l'ensemble de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 février 2025.</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Protection de la ressource en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux-souterraine
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/02/2025
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. [...]
Constats : La visite du 17 octobre 2024 avait permis de constater que les piézomètres extérieurs (PE1, PE2 et PE3) ne disposaient pas d'élément permettant de garantir la protection de la ressource en eau (absence de système venant verrouiller les plaques d'accès). De plus, il avait été constaté que les bouchons mis en place sur les piézomètres PE1 et PE3 ne semblaient plus permettre de créer une étanchéité au niveau de la tête du piézomètre (vétusté du joint). L'inspection du 3 décembre 2025 a permis de constater que l'exploitant avait fait mettre en place, sur les piézomètres PE1 à PE3, un bouchon venant créer une étanchéité au niveau de la tête de l'ouvrage. Les bouchons sont verrouillés par cadenas, ce qui vient condamner l'accès aux piézomètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2003, article 30.8
Thème(s) : Risques chroniques, équipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/02/2025

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités.
[...]

Constats :**Constat de la visite d'inspection du 17 octobre 2024**

Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'une pièce en sous-sol à l'arrière du bâtiment D4 était partiellement inondée (environ 60 cm d'eau). L'inspection a constaté que l'eau présentait des reflets allant du bleu au rouge, en passant par le vert.

Non-conformité :

Dans cette pièce, l'inspection a constaté la présence de deux cuves qui, selon l'exploitant, avaient contenu de l'acide chlorhydrique. Les cuves auraient été vidées, mais l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de leur nettoyage. L'exploitant a confirmé que ces cuves n'étaient plus utilisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 17 octobre 2024

L'exploitant s'assurera de la qualité des eaux présentes dans la pièce avant de les orienter vers la filière adaptée à les recevoir.

L'exploitant s'assurera que les cuves ont bien été nettoyées, et en application de l'article 30.8 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2003, celles-ci seront évacuées.

Constat de la visite d'inspection du 03 décembre 2025

Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a expliqué que la provenance des eaux présentes dans le sous-sol n'était pas certaine, mais que l'hypothèse d'une infiltration d'eau pluviale semblait la plus cohérente.

L'exploitant a fait réaliser des prélèvements et des analyses sur les eaux présentes dans le sous-sol. Les résultats indiquent entre autres la présence des substances suivantes :

- Nickel 59 µg/l ;
- Trichloroéthylène (TCE) 4,1 µg/l ;
- Fluorure 3,8 µg/l ;

Pour comparaison, l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique indique que la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine sont pour :

- le Nickel est de 20 µg/l
- la somme Tétrachloroéthylène et trichloroéthylène est de 10 µg/l.
- le Fluorure est de 1,5 µg/l.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué qu'il a demandé à un prestataire un devis pour la

réalisation des opérations nécessaires afin de s'assurer que la présence des deux cuves et de leur contenu ne présentent pas des dangers ou des inconvénients pour les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Par courriel du 18 décembre 2025, l'exploitant a communiqué un devis qu'il a fait réaliser pour les travaux de vidange des eaux présentes dans le sous-sol, leur évacuation vers une filière autorisée et le diagnostic amiante et plomb nécessaire avant tout travaux sur les cuves.

Considérant que ces opérations susmentionnées sont nécessaires pour obtenir une évaluation de la solution technico-économique la plus adaptée pour respecter les prescriptions de l'article 30.8 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003, l'inspection propose de laisser un délai supplémentaire de 6 mois à l'exploitant pour qu'il réalise les opérations requises.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois